L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73.

NOUVELLE-ORLEANS MARDI MATIN, 23 NOVEMBRE 1875.

49me Année.

DUFOUR & LIMET,
PROPRIÉTAIRES-ÉDITEURS

NOUVELLE-ORLEANS.
MARDI MATIN, 23 NOVEMBRE.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Par B. M. & B. J. Montgomery au No 100 de la rue du Canal, entre Camp et St. Charles, marchandises sèches étrangères et américaines.

Par Vincent & Co., chez McGibbon, Attyn & Dubois, coin Canal et Baronne, tout le stock du dit magasin.

Aussi, aux Nos 62 et 64 rue Douane, habillements fashionables.

Par Placide J. Spear, à la Bourse des Marchands et des Enchanteurs, rue Royale, diamants, argenterie, plaqué.—Aussi, actions de banque.

Par Hoffman, Marks & Co., à leurs salles d'encan, chaussures fraîches pour hommes, dames demoiselles et enfants.

Par E. Roger & Co., au No 45 et 47 de la rue Decatur, bottes, souliers et brodequins.

Par D. E. Morphy & son, aux Nos 108 et 110 de la rue de Magasins, épaules sèches, salées.

11,500 livres d'épaules.— Voir l'annonce d'encan de D. E. Morphy & Son.

SPECTACLES.

Mardi, 23 Novembre 1875.

VARIÉTÉS—Le Petit Faust.
ACADÉMIE—Minstrels de Haverly.
ST-CHARLES—Duke's Motto.

La question cubaine et la presse américaine.

Le ton général de la presse américaine n'est nullement favorable à une politique d'aventure à l'égard de l'île de Cuba. Le *Sun*, journal de l'opposition, est une des rares feuilles qui se prononcent en faveur d'une intervention directe. Garibaldi, dans sa lettre aux Herzégoviniens, disait : "Il faut que le Turc s'en retourne à Brousse" ; le *Sun* s'écrie : "que le gouvernement dise tranquillement à l'Espagne "Allez-vous-en de Cuba" et, ajoute-t-il présomptueusement, l'Espagne n'hésitera pas. Ce journal croit qu'il suffirait de couper les vivres à l'Espagne en lui interdisant de s'approvisionner dans nos ports. Il ne réfléchit pas que, si cette interdiction était possible, elle serait inutile, et ne profiterait qu'un commerce anglais de Nassau et des Antilles.

Observons, d'ailleurs, qu'il règne toujours une grande incertitude sur l'objet des négociations conduites à Madrid par Mr Cushing. Le correspondant de l'*Evening Post* expose ainsi cet objet :

Washington, 17 novembre.—Je tiens de bonne autorité que le sujet de la note adressée à l'Espagne par notre gouvernement est une plainte concernant la violation du septième article du traité de 1795. Après avoir stipulé pour les cas de saisie, ou de détention, ou d'arrestation de citoyens de l'un ou de l'autre pays contractants, cet article porte ce qui suit :

"Les citoyens et sujets des deux parties auront le droit d'employer tels avocats, *solliciteurs*, notaires, agents et facteurs qu'ils jugeront convenable, dans toutes les affaires et dans tous les procès dans lesquels ils pourront être impliqués devant les tribunaux de l'autre partie ; et ces agents pourront assister aux débats de ces causes, et à toutes instructions ou dépositions auxquelles elles donneront lieu."

Il est prétendu de la part des Etats-Unis que ces dispositions ont été maintes fois violées par les officiers espagnols,—particulièrement dans le cas d'un correspondant du *Herald* de New York, qu'a été envoyé en Espagne pour être jugé sur l'accusation d'avoir donné aide et confort aux insurgés cubains, et n'a pas été autorisé à nommer un avocat pour le défendre.

Les gérés des citoyens américains sur ce chef sont le sujet de protestations ; on demande des explications, et la stricte exécution du traité dans l'avenir est exigée ;— et tel est l'objet de la note.

(Signé : HISTORICUS.

La *Tribune* de New York dit à ce sujet :

Naturellement, il est impossible de prédire quelles complications peuvent naître à un moment donné des troubles chroniques de Cuba. Mais des personnes bien informées de Washington ne voient pas plus de raisons pour craindre des complications sérieuses qu'il n'y en a eu depuis six ou sept ans ; et ces personnes ne croient pas à une prochaine reconnaissance des Cubains comme belligérants. Les provisions du traité de 1795 donnent à l'Espagne le droit de visiter les navires marchands américains soupçonnés de porter de la contrebande de guerre partout où ils sont reconnus comme tels,—indignité qu'il serait difficile à des citoyens américains de supporter. On doit aussi se rappeler que le congrès seul peut déclarer la guerre à une puissance étrangère, et qu'une fois ce corps réuni il serait presque impossible pour le président, même s'il y était disposé, de nous impliquer dans de sérieuses difficultés avec l'Espagne sans être assuré d'avoir le concours des deux chambres. L'armement de trois vaisseaux de guerre en ce moment a probablement été ordonné *pour l'effet* plutôt que pour servir à un mouvement immédiat, d'autant plus que l'un d'eux est dans une telle condition qu'il faudrait au moins six mois pour le mettre en état de prendre la mer.

Le *World* fait observer que si les Etats-Unis réclament l'exécution du traité de 1795 ils s'exposent à voir l'Espagne s'appuyer sur ce traité pour exercer le droit de visite à bord des navires américains, non seulement dans les eaux espagnoles et en pleine mer mais encore dans les eaux américaines même, car les termes du traité sont formels à cet égard.

Suivant une version, le gouvernement de Washington aurait demandé l'abrogation du droit de visite, mais l'Espagne s'y refuserait dans la crainte que la reconnaissance des Cubains comme belligérants ne suivît de près cette concession, qui l'aurait privée d'un moyen efficace de protection.

La *Tribune* de Chicago incline à penser que l'arrogance de l'Espagne forcera le gouvernement américain à prendre une attitude qui obligera l'Espagne à céder ou qui amènera le peuple américain à maintenir ses droits au prix d'une guerre."

Mais l'idée d'une guerre trouve plus d'adversaires que de partisans. Le *Herald* et le *World* la combattent, l'*Evening Press* s'exprime ainsi :

Si c'est Cuba que nous voulons, le profit n'en vaudrait pas le prix, car le prix serait des milliers d'existences, des centaines de millions de dettes, un coup désastreux à notre commerce, et un complet désarroi dans les plus précieux intérêts du pays. Excepté les fabricants de matériel de guerre et les charlatans civils et militaires, personne n'aurait rien à y gagner. Le pays, en sentiment, en hommes et en matériel, n'est nullement préparé à la guerre, et en l'absence de tout cela, et de quoi que ce soit, sauf l'ambition ou la passion, pour pousser à la guerre, il est regrettable que l'on puisse seulement soupçonner que le premier magistrat de la nation ait le désir ou le pouvoir de troubler la paix actuelle du pays. Charles Sumner, a estimé un jour qu'une guerre avec l'Espagne pour Cuba nous coûterait au moins $500,000,000, et l'Espagne est aujourd'hui beaucoup plus prête à la guerre qu'elle ne l'était alors.

Le principal organe du parti républicain, le New York *Times*, est optimiste et à l'eau de rose ; il soutient la thèse suivante :

Les droits des citoyens américains à Cuba ont toujours formé la base des représentations du gouvernement de Washington, soit que la fin de la guerre civile, l'émancipation des esclaves ou l'indépendance de Cuba, aient fait l'objet immédiat de la discussion. La politique américaine n'a pas changé à cet égard, et son objet reste le même qu'auparavant. La guerre avec l'Espagne, l'achat de Cuba, l'indépendance de Cuba ou la suppression de la rébellion, n'ont jamais été l'objectif principal des négociations.

Mais le *National Republican*, de Washington, qui passe pour être l'organe spécial de Grant, tient un tout autre langage. L'article qu'il a publié dans son numéro du 18 est significatif par le rapprochement qu'il fait de certaines paragraphes des instructions données au ministre Cushing.

Voici les principaux passages de cet article :

La reconnaissance immédiate de l'indépendance de Cuba par les Etats-Unis couronnerait les gloires de la plus grande république du monde. Ce serait un acte digne du centième anniversaire de l'indépendance américaine.

"S'il y a dans l'histoire un fait plus instructif que tous les autres, c'est celui qui nous démontre qu'aucune partie de l'Amérique, assez forte pour établir un gouvernement et le maintenir ne peut rester colonie et sujette de l'Europe." (*Le secrétaire Fish au ministre Cushing.*)

La balance de commerce en faveur de Cuba et contre les Etats-Unis, dans les vingt-huit dernières années—balance que nous avons liquidée par l'exportation de notre or en Europe au lieu de l'acquitter par ceux de nos produits et de nos manufactures dont les Cubains ont besoin, s'élève à $650,000,000. Elle est, aujourd'hui, de plus de cinquante millions par an.

"Il est impossible de douter que la fin des événements dont Cuba est le théâtre, que cette fin découle du résultat de négociations, d'opérations militaires ou d'un de ces accidents qui décident du sort des nations—ne soit l'indépendance de l'île." —*Extrait des instructions données au ministre Cushing.*

"En un mot, Cuba, de même que les anciennes colonies espagnoles en Amérique, devrait appartenir à la grande famille des républiques américaines ; devrait avoir la forme de gouvernement et la politique qui lui conviennent et n'être liée à l'Europe que par le besoin du commerce, les idées intellectuelles et sociales." —*Instructions au ministre Cushing.*

L'Angleterre est aussi intéressée que les Etats-Unis à ce que la guerre civile cesse à Cuba ; il n'y a donc pas de raisons de croire qu'elle s'opposerait, d'une manière quelconque, aux mesures que notre gouvernement adopterait pour atteindre ce but. Elle objecterait peut-être à une politique d'annexion, mais l'idée d'une politique de ce genre de la part des Etats-Unis existe seulement chez eux qui sont décidés à dénaturer les intentions de l'administration.

"Cuba est la plus grande possession insulaire d'une puissance européenne en Amérique ; elle produit en abondance les articles de commerce qui sont constamment en demande ici, et s'il y avait entre elle et nous un échange basé sur des réglements équitables, nos produits y trouveraient un marché vaste et lucratif." —*Instructions du secrétaire Fish au ministre Cushing.*

Les idiots qui parlent de l'acquisition de l'île par les Etats-Unis sont dans une grossière erreur. Nous ne croyons pas qu'une seule autorité respectable songe à pareille chose. Tout ce que désire en ce moment le gouvernement américain, c'est la fidélité de l'Espagne aux traités conclus entre elle et nous, et un amendement qui soit de nature à amener au moins un semblant de réciprocité dans les relations commerciales des deux pays.

Si cet article reflète réellement les vues du président Grant, il faut en conclure que la paix n'est rien moins qu'assurée entre les Etats-Unis et l'Espagne. Le début est une menace appuyée d'une citation qui rappelle une autre menace officielle faite par Mr Fish et conçue dans des termes rien moins que diplomatiques. Puis les citations continuent entremêlées de considérations de " dollars and cents." Ce sont celles-ci qui paraissent l'emporter dans l'esprit de l'écrivain. Car après avoir cité les théories de Mr. Fish sur la " destinée manifeste," l'auteur de l'article retombe de ces hautes sphères philosophiques dans le terre à terre du positivisme. Le gouvernement de Grant, dit-il, n'a qu'une ambition, c'est d'assurer aux américains le droit de vendre librement leur porc et leur farine à Cuba.

Une pareille politique pourrait toucher, sinon le cœur, au moins la bourse et resonner une fibre sensible chez le peuple américain. Mais à quel titre un peuple qui a établi chez lui des tarifs prohibitifs pour tant d'articles, ferait-il la guerre à un autre peuple pour le forcer à abaisser les siens ? Le jeu n'en vaudrait, d'ailleurs, pas la chandelle.

Nous serions complètement rassuré sur le maintien de la paix, si l'administration de Grant n'avait pas d'autres mobiles pour se lancer dans une guerre que ceux mis en avant par ses organes. On a vu des comptables se faire incendiaires pour éviter une reddition de comptes. Or, le moment de la reddition des comptes approche pour les tripoteurs de Washington. Ce qu'on a entrevu des scandales commis à New-York, à Washington et ailleurs par les protégés et les familiers de la Maison Blanche, n'est probablement rien auprès de ce que révéleraient des enquêtes sérieuses, et la coterie grantiste espère peut-être que les préoccupations d'une grande guerre, l'excitation et les inquiétudes qu'elle créerait dans le pays produiraient une diversion utile à leur cause.

Grant est décrit par tous ceux qui l'ont approché comme une personnalité absorbante dont le trait caractéristique est un égoïsme poussé à l'extrême. Il est à craindre qu'avec une pareille nature il ne se laisse influencer par aucune autre considération que celle du but qu'il s'est proposé d'atteindre. Or, si la guerre lui paraît être la seule voie de salut pour couvrir son passé et un moyen de pêcher en eau trouble une troisième présidence, il faut s'attendre à le voir faire son possible pour y lancer le pays. C'est donc au Congrès qu'il appartient de détourner ce danger.

Mort du vice-président Wilson et du sénateur Ferry.

Le télégraphe annonce la mort de deux personnages politiques. Le premier est le sénateur O. S. Ferry, du Connecticut, que le parti démocrate s'honorait de compter dans ses rangs. C'est une perte regrettable pour son Etat et pour la démocratie.

Le second est le vice-président des Etats-Unis Wilson, qui était malade depuis quelque temps déjà. Sa mort est de nature à créer une profonde sensation dans le pays dans les circonstances présentes.

Henry Wilson était comme Lincoln et Andrew Johnson, le fils de ses œuvres, un *self-made man*. Né de parents pauvres, après avoir travaillé dans une ferme, il apprit le métier de cordonnier comme Johnson avait appris l'état de tailleur, et il fit ensuite un chemin rapide dans la politique, grâce à son amour de l'étude et à une brillante intelligence.

Wilson était né à Farmington, New-Hampshire, le 16 février 1812, il était donc âgé de près de 64 ans. A vingt ans, il alla habiter Natick, Massachusetts. Sa carrière politique commença en 1840, il fut élu plusieurs fois représentant à la législature de son Etat puis Sénateur.

Abolitioniste fanatique, Wilson participa à l'organisation du parti *Free Soil* en 1848 et fut nommé en 1852 président de la convention de ce parti. Après avoir échoué comme candidat *free soiler* pour le Congrès et pour le poste de gouverneur, il fut, en 1855, élu au Sénat des Etats-Unis en remplacement d'Edouard Everett, et réélu à deux reprises différentes. En 1872 Wilson fut élu vice-président des Etats-Unis.

La carrière politique d'Henry Wilson est une longue suite d'actes et d'efforts, tendant tous au même but : l'abolition de l'esclavage. Il formait avec Sumner et Greeley ce qu'on peut appeler le trio des champions pratiques de l'abolition. Chairman du comité militaire du Sénat en 1861, il a déployé une activité infatigable qui a fait dire de lui au secrétaire Cameron, " aucun homme, à mon avis, n'a plus fait pour aider le département de la guerre à préparer la puissante armée actuellement sous les armes." Le général Scott disait que, pendant cette session, Wilson avait plus travaillé que tous les comités du Sénat en 20 ans. Dans la session régulière de 1861-62, Wilson présenta le bill abolissant l'esclavage dans le District de Colombie.

Wilson a été l'un des plus grands ennemis politiques du Sud, car, depuis la guerre, il a encore été l'un des promoteurs des lois de reconstruction et l'un des champions de toutes les mesures ayant pour objet l'asservissement des blancs du Sud. Mais, hâtons-nous de dire que, comme Greeley et Sumner, il a reconnu les désastreux résultats de la politique de reconstruction et qu'il s'est séparé de Grant par suite du dégoût que lui inspirait le régime des carpet-baggers.

Wilson a passé pour honnête personnellement jusqu'au jour où son nom fut compromis dans les honteux scandales du Crédit Mobilier. Malgré le certificat d'honnêteté que Grant lui délivra à cette époque, Wilson ne se releva jamais du coup porté à son prestige.

Il se posait, cependant, tout récemment, comme le champion des réformes dans son parti et on lui attribuait la pensée de se porter comme candidat en concurrence avec Grant. Il était le chef des mécontents du parti et, ajoutons aussi, le représentant d'une politique plus modérée et plus constitutionnelle. La mort a coupé court à ses visées ambitieuses et elle débarrasse Grant d'un rival qui ne manquait ni d'influence ni de partisans.

Tout en désirant être juste et impartial devant cette tombe fermée, nous ne pouvons oublier le mal qu'a fait à son pays Henry Wilson par son fanatisme aveugle, ni son hostilité passionnée contre notre section. Nous aussions voulu pouvoir dire de lui ce que nous avons dit de Sumner, mais il s'est trop mal défendu des accusations portées contre lui pour qu'il nous soit possible de dire qu'il s'est levé du reproche d'avoir prostitué ses fonctions.

Par la mort de Wilson, le sénateur Ferry, du Michigan, un républicain, qui est actuellement président *pro tempore* du Sénat, ne devient pas vice-président des Etats-Unis, mais il est, en vertu de la loi du 1er mars 1792, successeur éventuel du Président des Etats-Unis, en cas de destitution, de mort, de démission ou d'incapacité de celui-ci avant l'expiration de son terme. D'après la même loi, à défaut de président du Sénat, ce serait l'Orateur de la Chambre qui deviendrait président.

La mort de Henry Wilson est une perte sérieuse pour le parti républicain car elle laisse le champ libre à la coterie de Grant et enlève à ce parti toute chance d'une transformation qui pourrait, seule, le sauver d'une défaite aux prochaines élections présidentielles.

"NEW-ORLEANS DAILY DEMOCRAT". — Nous apprenons que le parti démocrate aura bientôt un organe quotidien en langue anglaise à la Nouvelle Orléans. Le nouveau journal paraîtra vers le 15 décembre avec le titre de "*New Orleans Daily Democrat.*" Il aura pour rédacteur en chef Mr. Robert Tyler et pour administrateur Mr. F. R. Southmayd.

Le colonel Robert Tyler est né en Virginie en 1818 et il est fils de l'ex-président des Etats-Unis, John Tyler. Il a longtemps pratiqué le droit à Philadelphie et il est revenu au Sud à l'époque de la guerre de Sécession. Il a prouvé récemment ses capacités politiques comme président du Comité Central Démocrate de l'Alabama, dans la campagne qui a abouti à l'affranchissement de cet Etat. Il était rédacteur en chef du Montgomery *News*.

Le colonel Tyler apportera donc au nouvel organe de la démocratie en Louisiane le prestige d'un nom honorable, et un talent et une expérience déjà éprouvés.

Mr F. R. Southmayd est bien connu dans la communauté, comme l'un des plus zélés champions des réformes, et le *Democrat* aura en lui un administrateur actif, capable et consciencieux.

Le nouveau journal publié sous les auspices d'un comité composé de quelques-uns des patriotes les plus purs et les plus dévoués, ne saurait manquer de recevoir dans la population un accueil sympathique et un patronage étendu.

THÉATRE DES VARIÉTÉS—Le *Petit Faust*, la meilleure opérette d'Hervé, qui est un maître dans ce genre, a été très heureusement interprétée par la compagnie française. Mademoiselle Geoffroy a prêté au rôle de Marguerite toutes les qualités de son talent de comédienne et de chanteuse ; elle était admirablement en voix, et tous ses airs ont été bissés. Mademoiselle Nardyn fait un Méphisto très séduisant ; elle a en aussi un grand succès par la manière dont elle a chanté la valse et le grand air du second acte. De Quercy s'est montré aussi bon chanteur qu'habile comédien dans le rôle de Faust.

Mr Roger a droit à tous nos compliments pour le cachet plein d'originalité qu'il a donné au rôle du soldat Valentin, et Duplan nous a donné un type de cocher ivrogne fort amusant. L'ensemble et les chœurs ont été satisfaisants.

Un détail que nous allions oublier : la toilette de Mlle Geoffroy au second acte est splendide.

Ce soir, seconde représentation du *Petit Faust*.

ACADÉMIE DE MUSIQUE.—Les débuts des acteurs aux visages noircis ont procuré, dimanche dernier, aux habitués de ce théâtre, une soirée de fous-rires ; Haverly et ses disciples ont reparu sur les planches de l'Académie plus amusants que jamais.

La troupe est la même que celle de l'an dernier, sauf quelques nouveaux sujets qui ont été ajoutés pour la partie du chant.

Barlow dans ses caractères et ses imitations a été très heureux hier soir. Il a provoqué l'hilarité de ses spectateurs et a été chaleureusement applaudi. A part toute partialité, c'est l'artiste le plus versatile, le plus accompli en un mot, de la troupe du bouchon brulé.

Geo. Wilson, comme chanteur, Primerose et West, comme danseurs, sont dans leurs genres, ce qu'il y a de mieux, en fait de Minstrels, qui soit jamais venu ici.

Un programme complètement nouveau est promis pour mercredi.

Qui ne voudrait s'assurer, une fortune
Qui ne voudrait s'assurer une fortune
En parjant seulement six contre un
En parjant seulement six contre un
Mérite d'être à jamais pauvre
Mérite d'être à jamais pauvre
Les chances sont une sur six
Les chances sont une sur six
Dans le grand tirage d'or
Dans le grand tirage d'or.

OPÉRATIONS DENTALES.—Nous appelons l'attention de nos lecteurs sur l'avis que le Dr G. P. Maloney publie aujourd'hui dans l'ABEILLE. Le Dr Maloney est un de nos dentistes les plus habiles. Non seulement il excelle dans les opérations dentales mais encore dans la pose des dents artificielles. Son cabinet est rue du Canal 150.

☞ Les grands consommateurs de café ne doivent pas perdre de vue qu'une livre de café grillé et moulu au grand dépôt de la rue du Camp No 5 est égale à une livre et quart de café préparé dans les salonnes ; il y a donc tout à la fois économie d'argent et de peine à l'acheter au grand dépôt.

MEUBLES.—Il n'y a pas de maîtresse de maison qui ne tienne à avoir de beaux meubles, car sans de beaux meubles, il ne peut pas y avoir de beaux salons. Mais cela coûte cher, et l'on se demande souvent où l'on pourra trouver un ameublement de salon à bon marché. L'affaire est bien simple. Allez chez J. Hubbard, au coin des rues Remparts et Perdido, et là vous verrez un stock splendide de meubles à des prix si bas que vous en serez agréablement surpris.

Louisiane.

On écrit d'Ouest Baton Rouge le 20 novembre :

Les roulaisons vont bon train, les cannes presque partout ici rendent de un et demi à deux boucaute l'arpent ; quelques planteurs ont même dépassé deux boucauts.

Nous lisons dans la *Sentinelle de Thibodeaux* :

Depuis quelques jours le temps a été un peu trop chaud pour l'exploitation de la canne à sucre, et plusieurs planteurs ont mis en pratique l'intention d'attendre le refroidissement de la température pour continuer la roulaison.

—M. Léonie Boudreaux, de la paroisse Assumption, âgé de 18 ans, ayant été jeté à bas de son cheval, dimanche dernier, est mort le lendemain des contusions reçues dans sa chûte. Ses funérailles ont eu lieu mardi dernier au cimetière de l'Eglise paroissiale.

—Dans la nuit de vendredi dernier, un incendie a consumé la sucrerie de Mme Timoté Ledet, située à deux milles en amont de Thibodaux. A ce moment il y avait dans la sucrerie une quinzaine de boucauts de sucre prêts à être expédiés, qui n'ont pu être sauvés. Quoique la sucrerie fut assurée, les personnes qui cultivaient cette habitation à la part, se trouvent dans la nécessité de chercher une autre sucrerie qui veuille bien se charger d'exploiter leur récolte, ou de vendre leurs cannes pour plan.

—46—

Une position irremprenable. — Parmi les remèdes américains, les " Hostetter's Stomach Bitters " occupent ce qu'on peut appeler, sans inconvenance de langage, une position irremprenable. Les fondements de leur popularité sont assurés fortement dans la confiance publique. Leur excellence a été démontrée si souvent et d'une manière si concluante sous les circonstances les plus difficiles, et ils ont été pendant si longtemps connus du public comme un article type que si le ridicule déversé par occasion sur les remèdes spécifiques, ni les tentatives de certains vendeurs de nostrum sans alcool pour créer un préjugé contre une préparation ayant une base alcoolique ne pouvant l'affecter. Le public le reconnaît comme un tonique sûr, agréable et comme un al téraît d'une valeur inestimable ; le public reconnaît encore comme remède prompt contre les désordres causés par le mauvais air et aussi comme un préventif sûr. Sa réputation, pour ainsi dire, est comme sur un roc.

Gagnez un lot
Faites fortune
Assurez vous le repos
Assurez vous le bonheur
Assurez vous le respect
Assurez vous l'indépendance
Assurez-vous le crédit
Et le pouvoir
Et la popularité
Gagnez $100,000 en or.

Dans le
Tirage d'or
Académie
de Musique
27 décembre

☞ Les visiteurs de la campagne, qui ont besoin de thé ou de café, ne doivent pas oublier de faire une visite au grand dépôt de thé et de café de la rue du Camp No 5 où une machine à vapeur est toujours en activité pour répondre aux besoins de la consommation.

CHRONIQUE DE LA VILLE.

Une mort mystérieuse.

Hier matin, vers cinq heures, l'agent Tricou en passant près du Vieux Bassin, a découvert le corps en décomposition d'un homme, à moitié caché par les roseaux et les herbes.

Il l'a tiré sur le bord et l'a laissé là exposé à tous les regards jusqu'à ce que le coroner De Blanc ait fait son enquête.

Le corps est celui d'un homme blanc, âgé apparemment de cinquante-cinq à soixante ans, avec des cheveux gris et une longue barbe également grisonnante.

Le corps a dû séjourner plusieurs jours dans l'eau, car le nez et les oreilles avaient été dévorés par des poissons et des crabes, et il était impossible de l'identifier.

On a remarqué un fait, c'est que le ventre du malheureux inconnu n'était pas gonflé, comme c'est toujours le cas avec les noyés, ce qui donnerait à supposer que l'homme ne s'est pas suicidé ou n'est pas tombé accidentellement à l'eau, mais qu'il a été tué et que son cadavre a été précipité ensuite dans le Vieux Bassin. Une contusion au front, que l'on remarque également, et qui pourrait bien avoir été produite par un instrument contondant, semblerait aussi indiquer qu'il y a eu crime.

Il se peut fort bien, cependant, que lorsque l'homme est tombé à l'eau, son front a heurté avec force un corps dur, soit un pieu ou une pièce de bois quelconque.

Ce qu'il y a de plus surprenant c'est que le ventre ne soit pas ballonné et tout le corps ainsi par l'absorption de l'eau.

Il est évident que si l'homme s'est noyé il a dû boire de l'eau. Or, il n'a pas bu d'eau puisque le corps n'est pas gonflé.

Il est donc à peu près certain, que c'est un cadavre et non pas un corps vivant qui s'est enfoncé dans le vieux Bassin, il y a plusieurs jours de cela, et qu'on a retrouvé hier matin, dans les conditions que nous avons expliquées.

Il reste à savoir,—et c'est là le difficile,—si l'homme s'est noyé en voulant se baigner, en trappant de la tête contre un corps dur, avant de s'enfoncer sous l'eau ; ou bien, s'il a été assassiné et précipité dans le Vieux Bassin.

Le coroner DeBlanc semble croire à un accident, et il a peut-être raison, mais le fait que nous avons signalé,—c'est à dire l'absence de tout ballonnement de l'abdomen, mérite considération.—Le coroner, qui s'est borné à faire la levée du corps hier, commencera son enquête aujourd'hui, et peut-être réussira-t-il à jeter un peu de lumière sur cette mystérieuse affaire.

Un meurtre probable.

Vers huit heures et demie, hier soir, un homme du nom de Jack McLaughlan, est rentré chez lui, coin de Gravier et Religieuse et Richard, complètement ivre.

Dans un accès de folle furieuse il s'est mis à battre sa pauvre femme, qui, ne pouvant se défendre, a appelé au secours.

Les cris de sa victime ont mis le comble à la fureur de McLaughlan, et cette brute avec une force inhumaine, tirant un pistolet de sa ceinture, a fait feu, blessant mortellement sa femme.

La vue du sang a quelque peu calmé l'ivrogne ; il a eu peur et a voulu fuir, mais il a été arrêté dans la rue, à quelque pas de la porte de sa maison.

Un médecin qui a été appelé pour donner les premiers soins à Mme McLaughan, a déclaré que la blessure était très dangereuse.

La malheureuse femme a été transportée à l'Hôpital de Charité, et peut être que lorsque nous lira ces lignes elle aura cessé de vivre.

La nouvelle de ce meurtre n'est parvenue au bureau central de la police qu'à 10 heures du soir. Le capitaine Leroy, au coin des rues Union et St-Claude, Leroy a eu le bras gauche traversé par un coup de poignard, et Arthydore a été arrêté.

Voleur de vêtements capturé.

Charles Smith, agé de trente-cinq ans, a été arrêté hier soir, vers huit heures, rue Toulouse, entre Bourgogne et Dauphine, accusé d'avoir volé un très beau pardessus d'homme en drap gros bleu, deux paletots de femme et une "sortie d'opéra" en laine grise.

Les propriétaires de ces objets peuvent venir les réclamer au poste de police du 2ème precinct.

L'exécution renvoyée.

Le gouverneur Kellogg a donné avis au shérif des paroisses Orléans et Jefferson de retarder l'exécution de D. R. Fendenton et de Bill Williams, alias Whiskey Bill, qui devaient être pendus vendredi prochain, le 26 de ce mois.

Le gouverneur Kellogg renvoie l'exécution au 3 décembre, en attendant toujours que la Cour Suprême se prononce sur le point de droit qui a été soulevé relativement à la formation du Grand Jury par le juge Braughn, agissant comme remplaçant du juge Atocha, pendant la maladie de celui-ci.

Querelle de nègres dans la paroisse Jefferson.

Samedi matin, deux nègres employés sur l'habitation Somat, dans la paroisse Jefferson, à six milles plus haut que Carrollton, nommés Munford Raymond et Jacob Brown, se sont pris de querelle pendant qu'ils travaillaient dans la sucrerie.

Mr. Somat, qui était présent, a mis le holà, et donnant tort à Brown, lui a ordonné de se retirer dans sa calonne. Celui-ci a obéi, mais une heure plus tard, il est revenu armé d'un fusil à deux coups et allant tout droit à Raymond, qui se trouvait sous la cabane du chauffeur, il l'a couché en joue et a fait feu.

Le fusil était chargé avec du gros plomb, et un grain seulement a atteint Raymond au milieu du dos. La blessure est douloureuse, mais non pas dangereuse.

Pendant que tous les travailleurs s'empressaient autour de la victime, Brown s'est esquivé et n'a pas encore été arrêté.

Amour et coup de couteau.

Il y a eu brouille, dimanche après midi, dans le ménage illégitime de Joe Davis et de Laura Joseph, un africain et une africaine du plus beau noir d'ébène.

Laura Joseph, jeune fille, aime Joe Davis un peu, beaucoup, passionnément, mais elle est jalouse comme une tigresse, et Joe étant volage, elle a résolu de le défigurer pour lui enlever ses moyens de séduction.

Au milieu de leur querelle, elle a donc tiré de sa poche un canif et a taillADé le visage du pauvre Joe.

Le blessé a été conduit à l'hôpital de charité par le sergent de police Slabowski, mais comme il est généreux et qu'il voit dans sa blessure même une preuve de l'amour par trop violent de Laura, il n'a pas voulu déposer de plainte contre elle.

Autre coup de couteau.

Vers six heures et demie, samedi soir, une difficulté est survenue entre deux nègres, nommés Arthur Jones et M. Leroy, au coin des rues Union et St-Claude. Leroy a eu le bras gauche traversé par un coup de poignard, et Arthydore a été arrêté.

Un fils dans la *Correspondance Sigal Cheron* :

De très importantes déclarations auraient été faites, assure-t-on, dans un récent entretien, par le maréchal de Mac-Mahon à plusieurs de ses ministres.

Le maréchal aurait dit qu'il connaissait parfaitement la partie du plan des gauches, consistant à se débarrasser isolément de M. Buffet, avec l'espoir de reformer un cabinet où figureraient les autres ministres actuels, du moins ceux appartenant à l'opinion libérale, et il aurait ajouté que jamais il ne laisserait ce plan se réaliser. Si le cabinet est mis en échec, le maréchal accepterait les démissions de tous ses membres, et il entend former un ministère avec des éléments que cet échec n'aurait pas atteints. Seul, peut-être, de Cissey resterait aux affaires. Le maréchal n'a prononcé aucun nom, mais ses interlocuteurs ont fort bien compris que, dans sa pensée, la retraite de M. Dufaure et Say serait comme la compensation de celle de M. Buffet.

C'est pourquoi l'on verra ce ministère se présenter à la Chambre comme absolument solidaire et inséparable.

—Dans un des derniers conseils des ministres, le maréchal de Mac-Mahon a vivement insisté pour la mise à l'ordre du jour, aussi immédiate que possible, de la loi sur l'état-major, l'administration de la guerre, l'avancement dans l'armée territoriale, etc.

A son avis, partagé d'ailleurs par tous les ministres, ces divers projets sont le complément indispensable du notre réorganisation, et il serait impossible de marcher en avant s'ils ne sont pas prochainement mis en application.

D'après les dispositions prises, le général de Cissey insistera pour que la commission de réorganisation de l'armée se réunisse aussitôt après le retour de l'Assemblée, de manière à ce que les diverses lois militaires puissent être portées à l'ordre du jour dès que la Chambre en aura fini avec les discussions purement politiques.

LES VOTES BONAPARTISTES.—On lit dans le *Gaulois* :

Il ne nous appartient pas de préjuger quelle sera l'attitude définitive des députés impérialistes vis-à-vis du mode de votation. Les circonstances, la conduite de leurs adversaires et celle du gouvernement peuvent modifier au dernier moment les dispositions du groupe de l'Appel au peuple. En attendant, d'après les renseignements qui nous sont personnels, nous sommes autorisés à penser que le scrutin d'arrondissement est celui des deux modes en présence qui a le plus de chances de rallier :

MM. Abbatucci, André (Charente), Cazeaux, Delisse-Engrand, Dussaussoy, Gavini, Galloni-d'Istria, Ginoux de Fermon (Jules de), Hamille, vice-amiral baron de la Roncière Le Noury, Le Provost de Launay, Arthur Legrand, Magne, Martenot, duc de Mouchy, comte Joachim Murat, Franck-Chauveau, Pouyer, Tarrette, Sens, baron de Soubeyran et de Valon.

Le scrutin de liste, en revanche, serait appuyé dans les réunions de l'Appel au peuple par MM. Boffinton, baron de Eschassériaux, Gantvet, Levert, Mourchand, Raoul Duval, Roy de Loulay et baron Vast-Vimeux.

A nos Abonnés des campagnes.

Nous sommes obligés de payer à la Nouvelle-Orléans même, depuis le 1er janvier 1875, d'après la nouvelle loi du Congrès, le port de tous les journaux que nous expédions à nos abonnés de l'intérieur. C'est donc à ces derniers, à qui leur poste locale ne pourra plus rien réclamer, de nous rembourser, ou de nous payer le port en même temps que le prix de l'abonnement.

Le port est de 10 cents par mois, pour l'édition quotidienne, et de 25 cents par an pour l'édition hebdomadaire.

Les maîtres de poste ainsi que nos agents devront donc se faire payer ce montant additionnel et nous le transmettre en même temps que le prix de l'abonnement.

Département des Finances,

Hotel de Ville.
Nile-Orléans, 5 novembre 1875.

DES propositions cachetées seront reçues, jusqu'au mercredi, 24 décembre, à midi, pour l'échange de trois mille huit cents (3,800) bons à plus, dites, avec leur valeur et intérêt sur la face, pour d'anciens bons de la ville de la Nouvelle-Orléans, des anciennes villes de Jefferson et Carrollton.

Les enchères devront indiquer la classe des bons et le montant des coupons à détacher, devant être attachées, ou, en l'absence de coupons, le montant de l'intérêt du cours et jusqu'au janvier 1876, et toutes les offres devront couvrir les bons et l'intérêt.

Tous les anciens bons échangés seront conservés intacts jusqu'à ce que les bons à prime soient rachetés par des prêteurs.

Les propositions devront être adressées aux commissaires de la dette consolidée et endossées " propositions pour l'échange de bons."

Le droit de rejeter toutes les enchères est réservé

FD. PILSBURY,
6nov—2 f p.s. jus. 22 déc'75 Administrateur

Avis.

LES INDEMNITAIRES de St-Domingue, jus qu'ici représentés à Paris par Mr EDOUARD BERTRAND, décédé, sont invités à se présenter chez les soussignés pour prendre des informations utiles à leurs intérêts.

LAPITTE, DUPILHO,
18 nov—2f p Sem—J D No 19 rue St-Louis.

Le rapport du Bureau des Jetées.

Nous recevons, avec les compliments du capitaine Eads, le rapport des séances du Bureau des Jetées, composé de plusieurs ingénieurs distingués, que Mr Eads a chargés de faire un examen critique de ses travaux à la Passe du Sud.

Voici les noms des membres de ce Bureau :

Général J. J. Barnard, président, Sir Charles Hartley, W. Milnor Roberts, professeur Henry Mitchell, H. D. Whitcomb, général Alexander, et Mr Sickels.

Ces deux derniers ne sont pas venus avec la délégation.

Le rapport est très complet et très long, mais l'espace dont nous disposons ne nous permet pas d'en parler aujourd'hui.

Sociedad Mercantil de Beneficencia.

Los miembros de esta Sociedad se reunirán hoy á las cuatro de la tarde en la esquina Conti y Passage de la Bolsa, para acompañar el entierro del finado socio FRANCISCO SITGES, fallecido ayer á las 10 de la mañana á la edad de 52 años.

De parte del Sr Presidente,
G SEGUI Y GAHONA,
Secretario.

GRANDE PRESSE
AUX MAGASINS
DANZIGER,
203.....rue du Canal.....203
entre Bourgogne et Remparts.
—ET—
Nos 228 et 230, de la rue Royale.
Enseigne St-Philippe.

Nouvelles Marchandises,
Nouvelles Marchandises.

Nous avons ouvert, hier soir et offrons en vente, à partir,

d'aujourd'hui MARDI,

5 caisses CALICOTS à 5 cents la yarde.
1 caisse CASIMIRS Hazelton, à 25 cents la yarde.
2 caisses CHALES d'épaule, Ott